

Société | Tribune libre - Lettre ouverte à Mr Michel Delpuech Préfet de la Région Aquitaine



Avec la nouvelle année se profile un agenda nouveau pour le Grand Projet Sud Ouest de la LGV Sud Europe Atlantique. Et notamment la perspective d'une enquête publique prévue à l'été 2013. Le Comité de pilotage a demandé à réseau Ferré de France de la préparer activement en allant notamment à la rencontre des élus mais aussi des riverains qui seraient les plus touchés par la proximité de la ligne. Une manière de concertation préalable qui suscite certaines réactions vigoureuses comme celle émanant du Collectif CADE dont le vice-président a adressé au préfet d'Aquitaine la lettre que nous publions.

Monsieur le Préfet,

Vous venez de faire parvenir aux membres du collège des acteurs locaux des GPSO une missive dans laquelle vous dites notamment :

"Tout en veillant à la bonne cohérence avec la démarche d'évaluation des projets du schéma national des infrastructures de transport (SNIT) lancé par le Ministre, le Comité de pilotage a demandé à RFF de poursuivre activement la préparation de phase d'enquête publique prévue à l'été 2013."

"D'ici la phase d'enquête publique, RFF prévoit d'organiser, en fonction des attentes des élus locaux, des réunions publiques de proximité et des contacts individuels notamment avec les personnes directement impactées et les riverains les plus proches, afin de poursuivre la démarche d'information sur l'insertion du projet et sur l'organisation des trois enquêtes publiques à venir"

A titre d'acteur local non invité vos propos appellent certaines interrogations. En effet lorsque le comité de pilotage demande à RFF de poursuivre activement la préparation de l'enquête publique, la bonne cohérence à laquelle vous faites appel voudrait pour le moins que l'on attende les conclusions de la commission d'évaluation du SNIT avant d'aller plus avant.

D'autre part un observatoire des trafics ayant pour objectif « l'alimentation des réflexions sur les prévisions de

trafics transfrontaliers sur la côte Atlantique et sur les perspectives de saturation des voies ferrées actuelles » a été mis en place par votre prédécesseur afin de déterminer si et quand les travaux de construction d'une ligne nouvelle doivent commencer.

La démarche de RFF que vous encouragez fait abstraction de ces dispositifs gênants mais indispensables. Vous faites mention de contacts individuels de la part de RFF en omettant de dire que ces contacts peuvent aussi aboutir à des acquisitions foncières à l' « amiable » dont on sait qu'ils se font prioritairement auprès des impactés les plus vulnérables. Qu'advient-il de ces acquisitions hors DUP si le projet ne se fait pas ? N'est-ce pas là une véritable spoliation en vue d'une future spéculation, le gel du foncier à l'intérieur et à proximité du fuseau ayant d'ores et déjà fait chuter la valeur de ces biens sans parler du retrait de terres cultivables de plus en plus indispensables.

Visiblement c'est le passage en force que vous privilégiez, vous encouragez la stratégie qui consiste à rendre inéluctable le projet dont le promoteur et président de région a déjà accroché un exemplaire à son tableau de chasse avec l'A 65. RFF est allé annoncer hors du territoire français le commencement des travaux pour 2017 ayant même évalué un trafic voyageurs de 17 millions sur le Y basque grâce à cette connexion alors qu'une étude de l'université du Pays Basque le situait à hauteur de 4 942 000 dont 55% entre les capitales basques et 37% avec la capitale espagnole. Je vous ai interpellé en date du 15 novembre à ce sujet pour dénoncer le manquement de RFF à l'engagement pris de ne pas communiquer de chiffres non validés par l'observatoire, je n'ai toujours pas de réponse.

Des milliers d'Aquitains ont déjà montré leur détermination à refuser de voir l'avenir de leurs enfants hypothéqué par des projets inutiles et imposés. Même si comme je le pressens, vous préparez activement l'enquête publique, notamment en mobilisant les forces de l'ordre, la détermination des Aquitains reste intacte et ce ne sont ni les lobbies du BTP ni les 8% de privilégiés qui peuvent se « payer » la grande vitesse qui changeront leur détermination.

Je formule le voeu que vous ne fassiez pas de ce nouvel an le marqueur négatif de votre court séjour en Aquitaine. Veuillez agréer Monsieur le Préfet mes plus respectueuses salutations.

Pantxo Tellier Vice président du CADE

Crédit Photo : SR

Publié sur aqui.fr le 03/01/2013

[Url de cet article](#)